

RSE et PED. Table ronde « Nourrir le monde : rôles et impacts des entreprises. Des initiatives responsables en Bretagne »

Guy Durand : Env 1 milliard de pers sont sous alimentées alors que normalement on produit suffisamment : la question c'est donc pourquoi tout le monde n'y a pas accès ?

1 milliard 300 millions d'agriculteurs dans le monde => en France actifs agricoles = 4% de la population d'actifs en France. 28 millions d'agriculteurs qui sont mécanisés. 250 millions utilisent la traction animale. 1 milliard de personnes qui, si on leur donne les moyens de produire, un minimum de formation, s'ils ont accès à la traction animale pourront augmenter leur production, et notamment la question de l'eau. En 2050 on sera 9 milliards : est ce qu'on a today les moyens d'accroître cette production ? les 28 millions de paysans mécanisés : système alimentaire fragile et dangereux car très concentré et très utilisateur **d'intrans avec tous les risques de pollution que cela suppose** => on a les moyens mais faut modifications structurelles pour pouvoir y arriver. On ne pourra pas étendre à l'ensemble du monde une production agricole de type productiviste. Il faut inventer de nouvelles manières de produire . Depuis 1992 : il faut de nouvelles techniques qui ne dégradent pas l'environnement et qui puissent s'étendre à l'ensemble de la population.

Franck Delalande : Lobodis : depuis 1988. Né de la volonté d'un homme qui a mis sa passion en œuvre. En 1993 s'est orienté vers le commerce équitable via association Max Havelaar. Depuis le commerce équitable a fait son chemin. S'est développé car la grande distribution s'est intéressée au commerce équitable. A cette époque la grande distribution a commencé à faire des pubs, et les 1ères pubs ont été sur le commerce équitable.

La forme d'une entreprise ne signifie pas qu'elle est plus vertueuse. Ce qui fait la vertu d'une entreprise ce sont les personnes.

Ce qui vient d'être dit a des applications concrètes. Relations directes avec des pays producteurs de café. Lobodis connaît l'ensemble des producteurs avec lesquels elle travaille. Le commerce équitable avant tout des relations de personnes à personnes. Démarche Act&Respect.

Mm Gouezin : Tendre vers des denrées de base de qualité, à travers les filières bio et bleu blanc cœur. Gestion des déchets et gaspillage alimentaire.

Cadre réglementaire. Finances publiques : code des marchés publics : transparence dans les marchés, traiter à égalité les fournisseurs pour un même bien. Interdiction de circonscrire un certain nombre de fournisseurs à un critère géographique. 2^{ème} cadre imposé : cadre financier (budget à respecter) : pour une année, 350 000 euros pour les denrées.

Cadre au niveau du plan nutritionnel qui s'impose à la restauration collective.

En matière de filière courte. Une filière courte : du producteur au consommateur au plus 1 intermédiaire. Sur certains produits nous y arrivons au lycée. A part lycée agricole comme Le Rheu, compliqué de se fournir en filière courte. Coût moyen journalier d'un repas : 2,108 euros. Demi pensionnaire : 1,87 euros.

On s'en sort dans un système de forfait. Filière bleu blanc cœur etc.

Guy Durand : est ce que le prix des aliments est le même dans tous les pays : non.

Bleu blanc cœur et bio.

Qu'est ce qui fait un repas équilibré à la cantine ?

Faut introduire des cahiers des charges :

Sur l'équilibre des repas : 15% de la population est en surpoids. Si tout le monde voulait manger comme nous aujourd'hui il n'y aurait pas assez de nourriture pour tout le monde.

Protéines de qualité avec les végétaux.

M. Delalande : selon vous, quel est votre avantage concurrentiel et vos principales contraintes managériales pour conserver votre place sur le marché ?

Notre avantage concurrentiel c'est de travailler uniquement des origines pures. Cafés de qualité supérieure. Dans le café : objectivité du goût qui se mesure, et une note peut être donnée dans chaque café. Chez lobodis, cafés sur une échelle 80 de 1 à 100. contraintes : sont très nombreuses.

Plénière :

OIT devoir de vigilance : dépasser obstacles ratification des engagements internationaux.

Brainstorming élèves

Après discussions sur les différents types de filières agricoles, les élèves du lycée Victor e Hélène Basch ont voté majoritairement pour une agriculture raisonnée afin de répondre aux défis actuels et futurs de l'alimentation mondiale.

Brainstorming entre participants extérieurs et intervenants

Nous avons fait les constats suivants :

- le modèle d'agriculture productiviste est irresponsable, du point de vue de l'environnement et des droits des travailleurs. Avec le fléchage des financements vers ce type d'agriculture, on se demande si le but est de produire des pesticides ou des aliments.
- Le consommateur a un rôle fondamental ; celui-ci est toujours trop orienté vers l'aspect cosmétique des aliments, incluant plus de pesticides.
- L'agriculture raisonnée nous apparaît comme une escroquerie, mais il ne serait pas possible de passer au tout bio sans une phase de transition.
- Cette phase, incluant notamment l'agro-écologie et doit amener à une production bio, écologique, une agriculture responsable et inclusive (incluant tous les acteurs de la filière, notamment les travailleurs et producteurs).

Pour cela, il faut :

- Changer les politiques publiques et orienter les financements vers une agriculture plus responsable (ex en France : « produire autrement »)
- Que les formations agricoles s'orientent vers une agriculture durable
- Éveiller la conscience de tous les jeunes
- Créer une exception agricole dans le cadre de l'OMC, en créant une dynamique favorisant la souveraineté alimentaire,
- Orienter les aides publiques envers une agriculture écologique, bio, responsable des droits et de la santé aussi bien des travailleurs que des consommateurs.
- Les supermarchés doivent cesser d'imposer des prix les plus bas possibles déconnectés des coûts de production, sociétaux et environnementaux.

- Renforcer les organisations de travailleurs, et donc des syndicats
- Inclure toutes les parties prenantes des productions agricoles

Journée Devoir de Vigilance CR après midi - « Evolution des moyens et outils pour une consommation plus responsable »

Marcel Launay, Président de Bretagne CENS. Importance du Sud qui est souvent oubliée.
Agent de Développement ; engagements syndicaux.

Commerce équitable mis en place à la demande des producteurs du Sud. Filière intégrée : depuis les producteurs jusqu'aux commandes : **l'aide c'est bien mais ça ne résout pas notre situation de façon durable.** Ceux qui ont engendré le mouvement en France.

Dans un monde en globalisation, on se demande ce qu'on peut faire à notre niveau. Avec une série de critères économiques, environnementaux (produire le plus naturellement possible), critères sociaux (scolarisation des enfants). Au départ ce petit groupe de militants est allé frapper aux portes des magasins et toujours même réponse : bonne idée mais le consommateur voudra payer moins => A fallu réunions, conférences ; création Max Havelaar 35 et avec d'autres groupes Bretagne CENS. => dure depuis 23 ans.

2/3 des français partageraient les valeurs du commerce équitable. En tant que bénévole, comment faire comprendre que le commerce équitable c'est de faire comprendre les valeurs. Le bio : ça commence souvent par les problèmes de santé, d'environnement ; la situation du producteur elle vient après. Représentant d'association de consommateur commencent à se préoccuper de la situation du producteur.

Commerce équitable en phase avec les problèmes d'environnement. Le commerce équitable va dans le sens de la résolution de ces problèmes. Ce qui est important pour nous c'est le témoignage des producteurs. Ex : producteurs de cotons qui nous ont dit : avec le bio on a retrouvé notre santé ; avec l'équitable ça nous permet de vivre et au moins d'assurer les besoins essentiels.

On continue les actions traditionnelles (interventions, conférences, présence dans les salons, journées DD dans les écoles).

Depuis 2 ans on a senti une nette évolution.

L'action prend 2 directions :

° actions **envers les collectivités territoriales :**

acheter des produits commerce équitable

aider à la diffusion

créer un conseil local de commerce équitable qui regroupe les associations, étudiants, enseignants, représentants d'entreprises, bref tous ceux qui s'y intéressent.

4 CL en Bretagne sont mobilisées.

° **Etablissements équitables** : restauration, élèves qui organisent une journée bio commerce équitable

Alice Bordaçarre, Chargée de mission Dignité au Travail (secteur agricole) et RSE : question extrêmement importante. Mouvement de SI né dans les années 70 l'asso a été créée en 1983 et regroupe plusieurs asso. En 2000 s'est rapprochée d'Action aid.

Ce que nous voulons : « que chaque personne jouisse du droit et de la possibilité de vivre dans la dignité ». **La question des droits fondamentaux est centrale, et la base de notre combat. Ce sont les personnes concernées qui sont majeures de ce changement.**

Valeurs : équité et justice, solidarité, indépendance, démocratie.

Moyens d'actions : mobilisations des citoyens, alertons les médias, intervenons auprès des décideurs, soutenons projets sur le terrain.

4 priorités :

- la souveraineté alimentaire

- la dignité au travail
- le droit des femmes
- la RSE

Action Aid 26 organisations affiliées, 19 programmes sur 5 continents.
53 groupes locaux répartis dans toute la France. 170 000 signataires qui font les pétitions.

Budget possible grâce à 6 000 donateurs, Fondations, UE et AFD.

Une action phare : « **Appel urgent** » : **pour alerter sur une situation au Sud (ex : au Pérou) et que les orga locales soient soutenues par pays du Nord pour mettre fin aux situations.**

Campagne : ex : « le juste fruit ».

En France, RSE.

Conséquences désastreuse des activités des multinationales, mais pas de responsabilité car ne sont pas sujets de droit. Ex : suite au drame du Rana Plaza : **action de plaidoyer pour un financement d'un fond d'indemnisation, pression auprès des entreprises concernés, plainte** contre Auchan pour pratiques commerciales trompeuses avec le Collectif Ethique sur l'étiquette et Sherpa ; 10 juin 2015 : constitution de partie civile, enquête d'ActionAid Bengladeh auprès des survivants du drame (interview de 1414 survivants).

Demande : que les multinationales tiennent compte des impacts négatifs, qu'ils soient pris en compte, qu'elles rendent des comptes.

Initiatives volontaires insuffisantes : politiques de RSE volontaires et variantes, échappent au citoyen. => C'est l'Etat qui devrait être responsable de la régulation des activités des entreprises

PP Loi sur le devoir de vigilance : fruit d'un combat intense depuis plusieurs années.

Compétitivité française possible grâce à la violation des droits d l'homme ?

Attention il ne faut pas que cette loi soit vidée de sa substance !!

PPL : entreprises de plus de 5 000 salariés en France et de plus de 10 000 dans le monde doivent exercer leur devoir de vigilance

Jorge Acosta, ASTAC : intérêt de notre organisation syndicale est que **doit inclure l'ensemble des parties prenantes**

Cette reconnaissance doit être pour les syndicats des travailleurs. Réalité des travailleurs de mon pays (1^{er} exportateur mondial de bananes). 6 millions de cartons de bananes dans le monde ! En Equateur le secteur bananier est le 2nd secteur d'emploi dans le pays. Activité qui regroupe beaucoup de richesses.

Créée en 2007, au moment où les travailleurs qui font de l'épandage de pesticides aériens ont commencé à ressentir des effets nocifs pour la santé ; nous avons demandé à l'Etat, le gouvernement a nommé un groupe d'expert qui a conclu que le pesticide était dangereux pour la santé => plaintes, qui étaient auparavant invisibles au sein du pays. Nous a amené tout ça à mener plainte aux Etats-Unis contre le fabricant du pesticide => attention des médias au niveau national et international.

Medias qui ont fait des reportages sérieux sur ce qui était en train de se passer => En plus des **dommages causés sur la santé, également graves violations des droits de l'homme.** => Réunion de travailleurs de différents secteurs en Equateur pour trouver une issue à ce

problème. Ex : écoles où les enfants handicapés sont à 40% des enfants de bananiers. Les travailleurs de la banane sont à la merci des pesticides mais le plus grave c'est que le gouvernement n'est pas du côté des travailleurs, est du côté des organisations internationales. Dernier acte important, en 2010 : rencontre avec le rapporteur des NU sur les formes contemporaines d'esclavage. A inclus dans son rapport que les travailleurs de la banane en Equateur se situent dans une situation proche de l'esclavage. Mais nous avons continué à être invisible. Un travailleur de la banane reçoit un salaire de 366 \$, parfois même moins. Alors que le panier moyen en Equateur c'est de 680 \$. L'autre panier, des besoins vitaux : encore en dessous des besoins : 504 \$. => Travailleur d'une des activités les plus riches de notre pays n'atteint même pas le niveau des paniers des biens vitaux.

Le gouvernement présente l'argument que dans une famille il n'y a pas qu'une personne qui travaille mais 2 => le revenu du père devrait être multiplié par 2, mais en fait est multiplié par 1,6 car il n'y a, dans la majorité des familles, que le père qui travaille. Parmi les travailleurs 50% n'ont pas accès à la sécurité sociale. Il n'existe pas de temps de repos, pas de vacances, ni même heures supplémentaires. Difficile d'imaginer qu'on puisse créer un syndicat par plantation.

Le gouvernement a donné pleine reconnaissance au syndicat unique des femmes travailleuses domestiques or chacune de ces femmes a un patron différent => démontre clairement que notre gouvernement ne veut pas reconnaître notre syndicat, raison claire : certains membres du gouvernement sont des exploitants de productions bananières ou ont liens avec multinationales. Nous avons essayé de créer 3 syndicats dans 3 entreprises bananières. Le chef d'entreprise avait engagé un assassin pour tuer le chef syndical, dans l'autre : 8 tueurs à gage. => C'est dans ces conditions que s'est créé le syndicat unique
Effets nocifs sur la santé des pesticides : un enfant d'un des syndiqués par exemple n'a pas d'os sur le genou, malformations.

Photos avec conséquences des pesticides.

Tous ces problèmes sont créés par la bataille des supermarchés à vouloir vendre leurs produits moins chers.

Rainforest : ONG censée faire respecter les droits des travailleurs. Travailleurs ont été obligés de cacher avec des bâches le fait de cacher cette réunion sinon il y aurait eu des poursuites.

L'ASTAC : plainte auprès de l'OIT et une contribution à l'examen périodique universel.

Courrier aux parlementaires européens. Objectif d'ASTAC : créer la conscience parmi les consommateurs, car ce sont nos principaux alliés.

Encore aussi la formation, l'éducation des travailleurs pour qu'ils connaissent leurs droits du travail.

Vont créer syndicat agricole andin.

Projet de document pour apporter le soutien qui vise l'UE.

Traité des Nations Unies pour être sujets de droit international public ; on en est au tout début du processus.

Armelle : Agrocampus Ouest. 1 800 étudiants inscrits.

Ecoresponsabilité et établissements publics : les enjeux : élaborer projet fédérateur et ayant du sens, diminuer impacts environnemental négatifs, mettre en place pol sociale responsable, mobiliser les outils et moyens pour agir de façon responsable.

Comment agir pour une consommation plus responsable ?

Plan d'action à Agrocampus Ouest :

Analyse de la chaîne d'approvisionnement au travers de l'analyse des dépenses, structuralisation des dépenses, etc.

Ex de ce qu'on a mis en place sur un marché pour les prestations de traiteur et de restauration collective : critères achats généraux, déchets eau et énergie, formation / sensibilisation. => sur 3 ans => engager les prestataires à s'engager pour es prise en compte de ces critères, qui comptent sur 20% dans les marchés.